



Quels médias pour la paix?

Conférence, 15 octobre 2023, Soleure

Christian Müller

Bonjour à tous,

C'est pour moi une joie de pouvoir m'adresser à vous, à l'invitation des organisateurs de cette conférence. Le fait que je puisse vous parler est cependant loin d'être une joie. C'est une histoire vraiment triste !

Ma mère aurait vu d'un bon œil que je devienne médecin. J'ai donc étudié la biologie pendant le premier semestre, puis je suis parti, comme tous mes camarades de classe, faire 17 semaines d'école de recrues.

J'ai été affecté à la défense aérienne en tant que soldat radar et j'ai piloté alors un canon jumelé de 35mm équipé d'un appareil dit de conduite de tir, bourré d'électronique. Mes parents m'ayant inculqué le sens du travail bien fait, je fus un bon soldat radar, au point que mes supérieurs hiérarchiques tentèrent de me convaincre d'embrasser la carrière militaire, ce à quoi je me suis cependant clairement refusé. Il était inconcevable pour moi de consacrer des mois, voire des années supplémentaires au service militaire.

J'étais à peine de retour de l'école de recrue que j'ai lu dans ce qui était alors le quotidien local de mes parents, la « Badener Tagblatt », un article sur ce nouveau type d'arme de défense aérienne. Cet article était cependant tout sauf objectif, ce qui m'a incité à envoyer à ce journal, à titre de lettre de lecteur, un témoignage basé sur mon expérience personnelle. Le rédacteur responsable de l'époque, Werner Geissberger, a publié mon contre-rapport dans son intégralité et m'a écrit une lettre disant que j'avais manifestement un bon sens de l'observation et une bonne plume, et m'invitant à devenir un collaborateur régulier de la « Badener Tagblatt ».

L'espoir de ma mère de me voir devenir médecin s'évanouissait ainsi, mais pas celui de mon père, qui souhaitait que je fasse dans tous les cas des études universitaires de bon niveau. J'ai en effet étudié l'histoire et obtenu un doctorat en histoire sociale.

Sur le plan professionnel, je suis devenu aussi journaliste, puis rédacteur, chef de service, membre de la direction et enfin adjoint de l'éditeur de la « Badener Tagblatt », Otto Wanner, jusqu'à ce qu'il change de couleur politique en 1978 – et ce ne fut pas la première fois dans sa vie – se tournant résolument vers la droite. Ce fut également la raison pour laquelle j'ai poursuivi ma propre voie en quittant la « Badener Tagblatt » pour devenir rédacteur en chef des « Luzerner Neuste Nachrichten » (LNN) d'alors, puis plus tard l'un des responsables des médias de Ringier.

Pourquoi est-ce que je mentionne ces détails de ma vie ? Parce que ce qu'il est convenu d'appeler ma carrière professionnelle a commencé par la correction d'un article erroné, qui a déterminé pratiquement toute ma vie. Et que je connais ainsi les deux côtés : celui des journalistes et celui du directeur d'édition, qui est responsable du succès économique d'une entreprise de presse. J'ai aussi été pendant quelques années en mission à Prague, où j'ai appris de près que dans un autre pays tout ne se déroule pas toujours de la même manière que dans la mère patrie, notamment en matière de népotisme et de corruption. Malgré un riche parcours professionnel dans le domaine des médias, je n'aurais pas pu m'imaginer il y a cinq ans combien la scène médiatique pouvait brutalement changer en très peu de temps – malheureusement pour le pire.

Il y a trois points que je voudrais brièvement évoquer :

1. De nombreux jeunes journalistes sont bel et bien des professionnels formés de manière « journalistique » – ayant appris par exemple qu'il convient pour rendre la lecture plus facile de ne pas mettre plus de cinq virgules dans une phrase. Mais ces jeunes journalistes ne connaissent rien à l'Histoire et leurs affirmations et analyses lorsque survient un événement politique sont souvent complètement fausses.
2. Pour des raisons de dépendance financière, ils sont prêts de nos jours à suivre sans état d'âme les directives plus que contestables de leurs patrons.
3. Nombre d'entre eux ont aussi définitivement abandonné, dans le domaine de la compassion qui nous anime tous, l'idée de *promouvoir avant tout un cessez-le-feu* lors d'un conflit armé, afin d'éviter qu'il y ait davantage de victimes de guerre

Concernant le manque de connaissances historiques

Je vais vous donner un exemple édifiant, qui ne concerne pas un journaliste ordinaire mais le rédacteur en chef du plus grand groupe médiatique de Suisse dans le domaine des journaux régionaux et des radios privées régionales, le groupe CH-Media, qui chapeaute l'Aargauer Zeitung, la Luzerner Zeitung, la St. Galler Tagblatt et un certain nombre d'autres gazettes. Il s'agit du rédacteur en chef de CH-Media Patrik Müller, qui a écrit le 5 juin 2019 : « Aujourd'hui et demain nous allons entendre de beaux discours, puis sera commémoré le débarquement des troupes alliées en Normandie il y a 75 ans – le tournant de la deuxième guerre mondiale qui a conduit à la libération de l'Europe de la terreur hitléro-nazie ». Et le lendemain, le 6 juin, le même journal dirigé par Patrik Müller a consacré à ce même événement, le prétendu Jour-J, une double page sous le titre : « Cela fait 75 ans aujourd'hui qu'a commencé (!) la libération de l'Europe de l'occupation nazie ».

Ces deux affirmations sont purement et simplement fausses sur le plan historique. Les troupes de la Wehrmacht allemande et de ses alliés ont été défaites pour la première fois au cours de la deuxième guerre mondiale lors de la bataille de Stalingrad de juillet 1942 à 1943, qui avait vu les deux côtés – Wehrmacht et Armée rouge – compter des centaines de milliers de morts. Les Allemands et leurs alliés ont ensuite subi une défaite dévastatrice lors de la gigantesque bataille de Koursk, où sont à nouveau tombés des centaines de milliers de combattants des deux camps, les pertes civiles du côté russe étant considérables dans les deux cas. C'est à la suite de ces deux batailles qu'a commencé le repli des troupes allemandes.

Le débarquement en Normandie au début juin 1944 – appelé par certains le Jour-J – qui s'est produit un an plus tard, a également été un événement important de la deuxième guerre mondiale, mais il n'a marqué en aucun cas *le* tournant de la guerre ! Même en janvier 1945, quatre mois seulement avant la capitulation de Hitler, le premier ministre Winston Churchill avait supplié le dirigeant soviétique Joseph Staline *par écrit* – les documents qui en font foi sont conservés – de ne freiner en aucun cas l'avance de l'Armée rouge en direction de Berlin, car un redéploiement des troupes allemandes du front de l'est vers celui de l'ouest aurait pu compromettre l'avance des troupes alliées dans la partie occidentale de l'Allemagne.

La question qui se pose est de savoir si le rédacteur en chef Patrik Müller ignore simplement tout de l'Histoire militaire et suit aveuglément la propagande politique occidentale, ou s'il déforme délibérément l'Histoire pour glorifier les puissances occidentales. La glorification de la puissance militaire occidentale est cependant l'hypothèse la plus plausible : dans la ville argovienne de Birmenstorf a eu lieu en août dernier une grande manifestation intitulée « Convoy to Remember », au cours de laquelle s'est déroulé en souvenir du Jour-J un cortège réunissant quelques centaines de chars et d'autres véhicules militaires historiques. Et cette grande manifestation – à laquelle a participé la « Patrouille Suisse » – était placée sous le thème « *En souvenir de la libération de l'Europe* », alors que son site Web rappelait « l'invasion des Alliés en juillet 1944 ». C'eut été l'occasion pour le rédacteur en chef de l'« Aargauer Zeitung », Patrik Müller, d'attirer l'attention sur le fait que cette présentation de l'Histoire était tout simplement fausse, mais il ne l'a pas fait.

Ceci n'est qu'un exemple – quoique parlant – du fait que l'Histoire est oubliée, voire sciemment falsifiée, par les médias.

2. « La voix de son maître »

Il est – malheureusement – devenu habituel que les propriétaires et patrons des grandes entreprises de presse, les éditeurs, tant en Allemagne qu'en Suisse, prennent la plume eux-mêmes – et indiquent ainsi ouvertement à leurs esclaves quelle politique ils doivent promouvoir et ce qu'ils doivent écrire. C'est ainsi que le patron et actionnaire majoritaire du groupe médiatique Axel Springer – auquel appartiennent entre autres le quotidien « Die Welt » pour l'intelligentsia allemande et le « Bild Zeitung » pour la masse stupide, Mathias Döpfner, a écrit lui-même un appel à ses lecteurs. Selon lui, en cas de choix entre devenir dépendant de la Chine (avec la Russie et l'Iran) ou de se soumettre de manière claire et explicite aux exigences des

Etats-Unis d'Amérique, seule cette seconde alternative doit entrer en ligne de compte : collaboration étroite avec les Etats-Unis au sein de l'alliance atlantique. Quel rédacteur ou journaliste travaillant pour un média appartenant au groupe Axel Springer a depuis lors eu le courage de mettre en question ou même de critiquer la collaboration transatlantique ?

En Suisse aussi on trouve un tel exemple. Le propriétaire majoritaire et donc grand patron du groupe CH-Media, Peter Wanner, a placé le 19 mars 2022, soit à peine un mois après le début de la guerre en Ukraine, un éditorial rédigé par lui-même en première page de ses nombreux journaux régionaux dominants. Son titre : « L'Occident doit définir une ligne claire ». Comme dans l'empire médiatique de Peter Wanner aussi le personnel est constamment en danger en raison de la baisse des revenus publicitaires, les journalistes ont naturellement peur d'être concernés par la prochaine réduction des effectifs, personne ne se risque plus à formuler une opinion différente, ni encore moins dissidente. La soumission aux prescriptions du grand patron se retrouve jusque dans la terminologie. Peter Wanner a employé l'expression plutôt inhabituelle en Suisse de « klare Kante », ce qui peut se traduire par « ligne claire ». Remo Hess, l'homme de CH-Media à Bruxelles, a écrit à propos d'Ursula von der Leyen le 15 septembre – également dans le titre : « Une ligne invariablement claire : pour une fois des éloges pour Ursula von der Leyen ». Même les responsables de la culture des journaux de CH-Media n'osent plus formuler la moindre critique. Ainsi, lorsqu'une œuvre de Piotr Tchaïkovski est interrompue lors d'un festival de musique à Saint-Gall, sous prétexte qu'on ne saurait imposer aux réfugiés venus d'Ukraine l'écoute d'un morceau d'un compositeur russe, dont il se trouve qu'il est né en 1840 et mort en 1893, plus aucun journaliste n'ose critiquer cette imbécillité.

Peter Wanner a écrit textuellement dans l'éditorial de première page de ses journaux : « Poutine a déjà perdu la guerre de différents points de vue. Il a perdu politiquement, car il est isolé sur le plan mondial, il a perdu moralement, car il restera comme agresseur et criminel de guerre, et il y a perdu la guerre de la communication, où Zelinski lui est nettement supérieur, et enfin il a perdu économiquement, car les sanctions imposées par l'occident ont de l'effet et font plonger l'économie russe. A cela s'ajoute que l'agression contre l'Ukraine a eu non seulement pour conséquence de renforcer la volonté de défense du peuple ukrainien et d'unifier la nation, mais aussi d'unir l'OTAN, de faire des Etats-Unis d'Amérique le leader du monde libre et de mettre à niveau la défense de l'Allemagne à hauteur de 100 milliards, tout en lui faisant renoncer à sa naïve Ostpolitik. »

Vérifions les affirmations de Wanner :

Poutine isolé sur le plan mondial ? C'est une absurdité. Rien que lors du sommet de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, à la mi-septembre à Samarcande, les chefs de gouvernements de nombreux pays étaient présents, représentant un bon 40% de la population mondiale. Et tous avaient tendance à être davantage du côté de la Russie que de celui des Etats-Unis d'Amérique. Pratiquement la totalité de l'Amérique latine et presque tout l'Afrique ne sont pas intéressés du tout par la guerre en Ukraine. La population de l'Ukraine représente à peine 0,7% de la population mondiale, pourquoi dès lors parler d'un isolement de Poutine « sur le plan mondial » ?

Perdu la guerre sur le plan moral ? Certes, c'est l'impression que l'on a ici, grâce notamment aux médias occidentaux qui passent sous silence sur la politique antirusse des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et d'autres états membres de l'OTAN, avec leurs provocations massives contre la Russie (expansion de l'OTAN vers l'est, bases de fusées en Pologne et en Roumanie, gigantesques manœuvres de l'OTAN à la frontière russe et refus des donner des garanties de sécurité à la Russie.

Perdu la guerre de la communication ? Oui, car les médias occidentaux ont fait de Zelinski un saint, en taisant tout simplement ses méfaits – par exemple son refus d'appliquer les accords de Minsk II ou la fermeture de tous les médias d'opposition en Ukraine.

Perdu économiquement ? C'est complètement absurde. Les sanctions contre la Russie font manifestement plus de mal à l'économie européenne qu'à l'économie russe. L'Europe occidentale tout entière souffre déjà des conséquences de la politique économie suicidaire de l'UE.

Uni la nation ukrainienne ? Et que dire du Donbass, qui est bombardé sans arrêt par les troupes ukrainiennes depuis 2014 ? De cela aussi les médias occidentaux se gardent bien de parler.

Unifié l'OTAN ? La Turquie refuse toujours d'accepter l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, tout en menaçant de son côté de plus en plus clairement un autre pays de l'OTAN, la Grèce, de lui faire la guerre et d'occuper les îles de la mer Egée.

Question rhétorique : Au cours des 210 jours qui se sont écoulés depuis la publication de l'éditorial de première page de Peter Wanner contenant ces affirmations péremptives, quelqu'un a-t-il pu lire dans l'un des journaux qu'il dirige, un article atténuant, relativisant ou même contestant ces affirmations ? L'amère réalité des médias d'aujourd'hui est que quand le chef a parlé, toute la communication doit s'aligner sur ce qu'il a dit.

Pourquoi n'ai-je parlé jusqu'à présent que des journaux de CH-Media ? J'aurais pu mettre en évidence le même phénomène dans la NZZ. Le rédacteur en chef de la NZZ, Eric Guyer, a lui aussi écrit le 27 août en titre de la première page de son journal : "Poutine a perdu". Et lui aussi a prétendu que l'OTAN était désormais plus forte que jamais. "L'Occident est uni dans le cadre de ses possibilités. L'OTAN, qui avait été déclaré en état de mort cérébrale par Trump est plus robuste que jamais. Dans le cadre d'une guerre conventionnelle, la Russie ne constituerait pas une menace pour l'Alliance". Ici non plus, pas un mot sur les problèmes internes de l'OTAN.

L'appel à la guerre

Ce qui est particulièrement effrayant, ce sont les commentaires des journalistes dans lesquels ils se prononcent de manière explicite contre des négociations entre l'Ukraine et la Russie, affirmant clairement que cette guerre doit être menée et gagnée *sur le champ de bataille* – dans le but d'affaiblir militairement et politiquement la Russie. Un comportement humain normal serait d'appeler au cessez-le-feu, pour éviter qu'il y ait davantage de victimes de guerre des deux côtés.

Une bonne comparaison m'a été suggérée par plusieurs personnes : deux gamins, un de 16 ans et un de 8 ans, se disputent et se battent. La mère arrive et que fait-elle ? Elle tente de les séparer et s'écrie "arrêtez de vous battre ! ". Aucune mère, ni personne d'autre, ne donnerait au plus petit des deux gamins un couteau ou une hache pour qu'il puisse frapper le grand de manière plus efficace ou même le tuer. C'est pourtant exactement ce que font les pays occidentaux : ils livrent au plus faible, l'Ukraine, des armes et des munitions – et lesquelles ! – pour qu'il puisse mieux frapper et blesser l'autre ! Ils appellent à une guerre qui fera des dizaines voire des centaines de victimes, militaires et civiles. Il s'agit d'un comportement absolument inhumain !

Mais ces appels à la guerre sont réels ! Quand le chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, en dit qu'il faut terminer la guerre en Ukraine *sur le champ de bataille*, il devient lui aussi – c'est mon avis – un criminel de guerre. Mais quand ce sont même des journalistes qui appellent à terminer cette guerre sur le champ de bataille plutôt que par des négociations de quoi s'agit-il ? Or de tels appels sont la triste réalité. Lorsque le chancelier autrichien Karl Nehammer s'est rendu mi-avril à Moscou, pour s'entretenir avec Poutine, le chef de la rubrique étrangère de CH-Media, Fabian Hock, l'a critiqué violemment le 11 avril dans les termes suivants : « Cette visite n'est pas seulement inutile, elle est dangereuse. Elle constitue un exemple absurde d'erreur de jugement face au belliciste du Kremlin ». Et de conclure, par ces mots : « Il n'y a qu'un moyen d'arrêter Poutine, c'est que la Russie soit vaincue militairement ».

C'est dans le même ordre d'idées que s'inscrit l'appel à stopper non seulement Poutine mais *les Russes* eux-mêmes. Le même Fabian Hock, chef de la rubrique étrangère de tous les journaux de CH-Media et partisan particulièrement fidèle de l'appel de l'éditeur à définir « une ligne claire », s'agissant de la discussion concernant la délivrance de visas à des touristes russes, a déclaré : « Ce n'est pas la guerre de Poutine, c'est la guerre de la Russie. Une partie de la population au minimum indifférente, passe ses vacances en Europe grâce à des visas touristiques, comme si cela allait de soi. C'est tout simplement inacceptable ».

On pourrait ici aussi donner des exemples concernant la NZZ. Le 30 août, ce quotidien a publié sur une page entière la contribution d'un auteur du nom de Jörg Himmelreich, sous le titre significatif de « L'héritage asiatique violent de la Russie ». Le ton était donné dès le chapeau avec la phrase suivante : « Après 1989 on a cru que Moscou pouvait trouver sa place dans la maison européenne ». Suivent des explications selon lesquelles la Russie ne représenterait et ne pourrait pas représenter les « valeurs européennes ». Tout ce long article suinte la haine raciale et antirusse.

Tous ces journaux suisses n'appellent donc pas seulement à ne pas négocier avec la Russie, mais à gagner cette guerre sur le champ de bataille et donc à livrer de plus en plus d'armes à l'Ukraine. Et ces mêmes journaux incitent également à la haine raciale, à la haine de *tous* les Russes, comparable à la haine des juifs à laquelle avaient incité jadis les nazis. De tels journalistes devraient eux aussi pouvoir être traduits devant des tribunaux en tant que criminels de guerre.

Vous tous ici présents, qui êtes pour la plupart membres d'une organisation engagée en faveur de la paix, avez parfaitement raison : partout où la guerre est menée par la violence des armes, par qui que ce soit et avec qui que ce soit. Il ne s'agit pas seulement de l'importance absolue d'éviter une guerre nucléaire qui pourrait entraîner la destruction complète de l'humanité. Nous devons aussi lutter contre toutes les guerres de moindre importance – pas par les armes, mais avec nos voix et par nos écrits. Et nous devons le faire jusqu'à ce que soient traduits devant les tribunaux pour crimes de guerre, non seulement les chefs de guerre mais aussi les propriétaires et patrons des entreprises médiatiques qui appellent à la guerre. Et aussi les journalistes qui se soumettent sans résister à leurs patrons belliqueux !

Vingt ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1965, le journaliste allemand alors bien connu Paul Sethe a écrit : « La liberté de la presse est la liberté dont disposent 200 personnes riches de propager leurs opinions ». Cette constatation est encore valable aujourd'hui, sauf que dans le monde germanophone ces riches qui ont « la liberté de propager leurs opinions » ne sont plus guère que 20, et pas 200 comme à l'époque. Notre ordre économique néolibéral ne conduit pas seulement à la diminution des classes moyennes, à l'appauvrissement de plus en plus de gens et à l'accumulation de l'argent vers le haut, c'est à dire chez les riches. Même la liberté d'expression est de plus en plus limitée pour les couches moyennes et inférieures, devenant un privilège de nantis. Les néoconservateurs étasuniens nous apportent une nouvelle démonstration de la manière dont l'ordre économique néolibéral et la manipulation de l'information sont étroitement liés au profit de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis d'Amérique

Merci de votre attention.

Traduction française : Philippe Stroot